

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 23 MARS 2011

WOENSDAG 23 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 48 par Mme Muriel Gerken, présidente.

01 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'adaptation tardive des cotations de risque de l'Office national du Ducroire" (n° 3031)

- **M. Peter Logghe** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les questions de la Commission européenne concernant l'aide de l'État à l'Office national du Ducroire" (n° 3056)

01.01 **Peter Logghe** (VB): L'Office national du Ducroire (ONDD) assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux liés aux transactions commerciales internationales. Les informations disponibles sur le site Web de l'ONDD ne sont pas toujours nécessairement d'actualité. C'est ainsi par exemple qu'à la fin février, la cote de stabilité politique de la Libye n'était pas conforme à la réalité.

Quelle est la fréquence de mise à jour de ces cotes? Les entreprises ayant reçu des informations erronées ou dépassées peuvent-elles rendre l'ONDD partiellement responsable de l'échec de gros contrats? À combien s'élève actuellement l'encours des engagements d'entreprises belges au Moyen-Orient et en Afrique du Nord? Comment s'effectue le suivi de ces engagements?

La Commission européenne a par ailleurs ouvert une enquête sur les aides publiques octroyées à la S.A. Ducroire par le biais de la société mère ONDD. Quel est le montant des aides que l'ONDD a reçues de l'État belge? A-t-on parfois recours à la garantie de l'État dans ce contexte? L'ONDD aurait injecté des capitaux dans la S.A. Ducroire, d'abord pour un montant de 100 millions d'euros, et puis pour 50 millions supplémentaires. L'Europe se demande pourquoi ces opérations n'ont pas été signalées. Quels transferts ont-ils lieu entre ces deux organisations? Pour quelles activités l'ONDD a-t-il eu recours à la garantie de l'État? Quelles seraient les conséquences possibles si les résultats de l'enquête s'avéraient négatifs pour l'État belge?

01.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Pour les classifications des assurances de crédits à l'exportation, l'Office national du Ducroire établit une distinction entre les risques de paiement à court terme et à long terme. Les classifications pour le risque politique à court terme sont réexaminées au moins tous les trois mois. Les classifications pour le risque politique à moyen et à long terme sont évaluées au moins une fois par an et également chaque fois que de nouvelles informations importantes sont rendues publiques. Les classifications des assurances d'investissements directs à l'étranger sont actualisées au moins tous les trois mois. Si une promesse ou une police d'assurance est émise, l'assuré est couvert.

Les engagements en cours au Moyen-Orient et en Afrique du Nord s'élevaient à 17,33 % de l'engagement total au 31 décembre 2010. Le suivi est assuré par le département Risk Management. Tous les trois mois, des rapports sont rédigés sur les concentrations en fonction du pays, du secteur et du débiteur. Dans certaines situations, la possibilité d'assurance peut être suspendue pour certains pays. Pour éviter les réactions exagérées et l'effet yoyo, les risques sont examinés dans une perspective à plus long terme.

L'ONDD est un établissement public autonome qui bénéficie effectivement de la garantie de l'État, mais qui ne fait pas appel à des fonds publics.

L'Office national du Ducroire a été institué par la loi du 31 août 1939. Une dotation, revue à la hausse au fil des ans, lui a été attribuée lors de sa création. Cette dotation est une prime unique et pas annuelle et est considérée comme le capital de l'ONDD qui s'élève actuellement à 297 470 000 euros.

L'ONDD estime que la création d'une société qui abrite une partie de ses activités ne constitue pas une aide au sens du Traité instituant la Communauté européenne. Selon l'ONDD, la création de la S.A. Ducroire et la mission d'activités d'assurances à court terme n'étaient pas soumises à l'obligation de notification.

Les services que se rendent mutuellement l'ONDD et la S.A. Ducroire sont définis contractuellement dans des accords d'externalisation et sont tarifés à des prix conformes à ceux du marché. La S.A. Ducroire dispose de son propre personnel et paie pour la location de ses locaux, des loyers conformes à ceux pratiqués sur le marché. Il n'y a aucun transfert entre les deux entités, hors ceux effectués pour les prestations de services. Les seuls autres flux financiers entre les sociétés sont ceux générés par le décompte des contrats de réassurance conclus à des conditions conformes à celles du marché.

La dotation est destinée à financer l'ensemble des activités de l'ONDD accomplies avec la garantie de l'État.

L'ONDD n'a plus couvert de risques négociables assortis de garanties d'État depuis 1993 et en informera la Commission. L'ONDD a pris connaissance de l'enquête le 24 février 2011 et dispose d'un délai d'un mois pour répondre aux questions. Les conséquences éventuelles de l'enquête sont actuellement examinées. Les conséquences juridiques de l'octroi d'une aide d'État non autorisée figurent dans le Traité instituant la Communauté européenne.

01.03 Peter Logghe (VB): Le ministre semble attendre l'enquête de la Commission européenne en toute confiance. Doit-on être en mesure de rembourser ces fonds?

01.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): J'ai renvoyé à la réglementation. Je ne peux énumérer tous les articles du Traité.

01.05 Peter Logghe (VB): N'est-il pas souhaitable de suivre ce rating plus rapidement? Il s'agit quand même de fonds publics.

L'incident est clos.

02 Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un rapport de la CBFA relatif au déroulement des offres publiques d'obligations corporate" (n° 3049)

02.01 Olivier Henry (PS): En réponse à une question relative à une communication récente de la CBFA, le secrétaire d'État m'invitait le mois dernier à ne pas confondre "inefficience pouvant conduire à un traitement inéquitable" et "manquement administratif ou infraction pénale".

Selon ma lecture, ce ne sont pas des inefficiences que la CBFA a épinglées, mais des infractions aux normes légales et réglementaires. De plus, la description d'un des manquements nous amène à supposer que des infractions pénales auraient été commises. Dans certains cas, le *trading desk* de banques chargées du placement d'obligations reçoit une position en cas de forte demande pour cette émission. Cette position est généralement revendue peu de temps après, avec bénéfice pour la banque.

Outre le non-respect de l'article 7 de l'arrêté royal du 17 mai 2007, identifié par la CBFA, nous sommes peut-être confrontés à des cas de délit d'initié. Une banque membre d'un syndicat de placement dispose d'une information privilégiée puisqu'elle connaît le niveau de demande d'une nouvelle émission. L'article 40 de la loi du 2 août 2008 interdit toutefois d'utiliser une information privilégiée en acquérant les instruments financiers sur lesquels porte cette information.

La CBFA mène-t-elle des instructions relativement aux infractions qu'elle a constatées? Certains de ces dossiers font-ils l'objet d'une procédure de sanction administrative?

02.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): La CBFA a publié, en décembre 2010, une communication

sur le déroulement des offres publiques d'obligations *corporate*. Elle fait le point sur certaines inefficiences et formule des recommandations de bonnes pratiques pour y remédier. Les inefficiences récentes ne sont pas propres aux marchés belges, mais trouvent leur source dans le mécanisme d'allocation des titres, généralement en usage dans d'autres marchés obligataires lors de ce type d'émissions basées sur le principe "premier arrivé, premier servi".

Bien que ce mécanisme d'allocation soit une pratique de marché répandue dans les pays étrangers, la CBFA recommande aux intermédiaires financiers d'opter pour un autre mécanisme d'allocation des titres.

À ma connaissance, la Belgique est le seul pays à avoir osé ce pas, qui constitue un réel progrès et qui a été généralement salué. Il convient toutefois de ne pas confondre inefficience pouvant conduire à un traitement inéquitable, d'une part, et manquement administratif ou infraction pénale, d'autre part. La CBFA procèdera à une évaluation du suivi de cette recommandation. Comme il n'y a pas eu d'opérations de ce type depuis la publication de la communication, il est prématuré de vouloir procéder à une telle évaluation.

Si la situation avait été optimale, il n'aurait pas été nécessaire que la CBFA intervienne pour clarifier les règles. Pourquoi extraire des morceaux de texte de leur contexte pour en déduire sans nuances l'existence d'infractions?

La CBFA n'utilise jamais les mots "manquement" ou "infraction" dans sa communication. Elle relève en revanche des problèmes, c'est-à-dire des comportements qui posent question et appellent des réponses. La CBFA précise également son interprétation de certaines dispositions réglementaires.

Il n'est pas interdit qu'une notice contienne plus d'information que ce qui est prévu par le règlement 809/2004, mais la CBFA assimile alors la notice à un document commercial, devant être soumis à son accord préalable.

Je ne comprends pas les considérations que vous faites quant à l'assimilation de certaines pratiques critiquées à un délit d'initié. Ce qui a été critiqué, c'est le fait que, dans l'allocation, à un moment où le montant de la demande n'est pas encore connu, une position soit attribuée au *trading desk*, considéré pour les besoins de la cause comme un client institutionnel pour alimenter le marché secondaire. Cette pratique a été considérée non conforme dès lors que le montant demandé excède *in fine* le montant de l'offre sur le marché primaire. Il n'y a pas, dans ce mécanisme, d'information d'initié, mais bien un problème de bon fonctionnement du marché primaire, auquel la communication apporte une réponse.

La CBFA procèdera à une évaluation de l'application des recommandations. Je ferai rapport au Parlement des initiatives réglementaires qui pourraient s'avérer nécessaires.

02.03 Olivier Henry (PS): Je me réjouis du fait que nous ne soyons pas dans des cas de délit d'initié.

L'incident est clos.

03 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3085)

03.01 Hagen Goyvaerts (VB): Mon groupe a déjà demandé à plusieurs ministres quels arrêtés royaux sont encore en suspens dans l'attente d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude des compétences. Tous ont donné la même réponse. Si le ministre des Finances donne la même réponse, je retire ma question.

03.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Ma réponse n'est pas différente.

L'incident est clos.

04 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le remboursement anticipé éventuel de l'emprunt contracté par KBC auprès des autorités fédérales" (n° 3124)

04.01 Hagen Goyvaerts (VB): Les banques donnent l'impression d'avoir déjà digéré la crise financière. Elles verseront des dividendes et engrangent de nouveau des bénéfices. Les bonus font à nouveau la une de l'actualité également.

Des discussions ont-elles déjà été menées à propos d'un remboursement anticipé des prêts octroyés aux banques? A-t-on envisagé dans ce contexte une réduction éventuelle des bonus? En quoi un remboursement anticipé pourrait-il être avantageux pour les autorités fédérales? La possibilité d'un remboursement anticipé figure-t-elle dans les accords conclus avec KBC et d'autres banques? Si ce n'est pas le cas, le gouvernement fédéral envisage-t-il de réexaminer les conditions de remboursement des prêts octroyés aux banques?

04.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Ma réponse aux deux premières questions est négative. La troisième question n'est pas à l'ordre du jour. En ce qui concerne la quatrième question, il existe une communication assortie de conditions spécifiques qui a déjà été divulguée par les services de communication de KBC. Ma réponse à la cinquième question est négative.

04.03 Hagen Goyvaerts (VB): Le ministre peut-il porter les contrats conclus entre les autorités fédérales et KBC à la connaissance du Parlement?

04.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Je vérifierai s'il est possible de vous fournir l'ensemble du contrat ainsi que les clauses financières.

Je demanderai également si un remboursement anticipé est possible en vertu du contrat. Je ne m'en souviens pas.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Dirk Van der Maelen** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la circulaire n° Ci.RH.421/607.890 (AAF 64/210)" (n° 3188)

- **M. Hagen Goyvaerts** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonctionnement du service des Décisions anticipées et notamment l'adaptation du texte d'une circulaire afin de déterminer la légitimité de *rulings* établis précédemment" (n° 3550)

05.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Est-il exact que Mme Véronique Tai, présidente du service des Décisions anticipées en matière fiscale, a insisté auprès de M. Jean-Marc Delporte, administrateur général adjoint des Impôts, et auprès de M. Carlos Six, administrateur général faisant fonction de la Fiscalité, pour que la circulaire du 22 octobre 2010 relative aux paiements dans des paradis fiscaux soit adaptée de telle sorte que le *ruling* conclu par le passé pour Total Belgique pour ses transferts vers les îles Bermudes ne soit pas remis en question?

Est-il exact que M. Jean-Marc Delporte et M. Carlos Six ont accédé à cette demande et que la circulaire adaptée du 30 novembre 2010 a dès lors été adoptée?

Est-il normal que la présidente du service des Décisions anticipées intervienne pour que des circulaires soient mises en concordance avec des réglementations conclues par le service des Décisions anticipées?

Pourquoi le *ruling* de Total du 6 juillet 2010 n'a-t-il pas été publié? N'existe-t-il pas une obligation légale à ce sujet?

05.02 Hagen Goyvaerts (VB): La chronologie qui figure dans l'article de *Knack* à propos de cette affaire est-elle exacte? Le service des Décisions anticipées a-t-il pour habitude d'intervenir auprès d'autres services pour que des circulaires soient adaptées en vue d'établir la légitimité d'un *ruling* conclu par le passé? Quel service, du service des Décisions anticipées ou des services fiscaux, est prépondérant? Pourquoi le *ruling* en question n'a-t-il pas été publié? Une telle pratique ne mine-t-elle pas le renforcement des contrôles sur les transactions conclues avec des paradis fiscaux?

Le ministre cautionne-t-il le mode opératoire du service des Décisions anticipées dans ce dossier?

05.03 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): J'ai déjà répondu à cette question lors des séances plénières de la Chambre et du Sénat le 3 mars 2011, dans le cadre des interpellations de M. Mathot et Mme Matz. Je me réfère à cette réponse.

05.04 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ma question est antérieure à celle de M. Mathot et est assortie de questions annexes. Je suis le premier à avoir évoqué ce dossier. Si le ministre refuse de répondre, j'en ferai un incident.

05.05 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): J'ai répondu aux questions de M. Mathot et Mme Matz et je ne vois pas pourquoi je relirais ici ma réponse. Aucun nouvel élément n'est apparu depuis.

05.06 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Je ferai porter ce point à l'ordre du jour de la Conférence des présidents! J'étais présent lors de la séance plénière à laquelle le ministre fait référence. Dans sa réponse, le ministre a fait valoir que des achats de pétrole brut ont bien été effectués et a souligné qu'il ne s'agit nullement d'une construction artificielle. Mais qu'en est-il si Total Belgium a payé plus que le prix du marché? Et si les paiements en question ont été effectués pour de prétendues prestations que la société écran aux Bermudes n'a jamais fournies?

Dans ces cas, il peut y avoir violation des articles 26 et 54, et le fisc a l'obligation d'examiner attentivement ces transactions. C'est d'ailleurs ce qui ressort aussi clairement de la circulaire. Je demande encore une fois au ministre si le service du *ruling* a bien examiné ces aspects et si le demandeur a effectivement pris en compte les articles 26 et 54 du Code des impôts sur les revenus. Si ce n'est pas le cas, il y a une lacune et nous sommes en présence d'un type de lutte contre la fraude fiscale "à la Reynders": on approuve une loi et on utilise ensuite son expertise pour la vider de sa substance.

Je dois en outre faire remarquer au ministre que cette circulaire est *contra legem*. Selon le Code des impôts sur les revenus, l'entreprise doit en effet prouver qu'il s'agit d'opérations réelles. Or la circulaire assouplit cette obligation de preuve. Même s'il s'agit d'une construction artificielle, l'entreprise peut échapper à la non-déductibilité en montrant que la construction n'a pas servi à éluder l'impôt belge.

Ce qui s'est passé est tout à fait inacceptable. L'administration fiscale est utilisée pour servir les intérêts d'une grande entreprise qui veut continuer à exercer ses activités dans des paradis fiscaux.

05.07 **Hagen Goyvaerts** (VB): Notre question était effectivement plus spécifique que les questions d'actualité évoquées en séance plénière. Les parlementaires n'auraient-ils plus le droit d'approfondir un dossier en posant de nouvelles questions? Je déplore le fait que le ministre joue la carte de la procédure.

Ce dossier laisse supposer que des interférences existent entre le service des Décisions anticipées et d'autres services fiscaux. On peut se poser certaines questions à ce sujet.

L'incident est clos.

06 **Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'incidence de l'arrêt rendu par la Cour européenne de Justice sur les assurances-vie" (n° 3243)**

06.01 **Peter Logghe** (VB): Dans l'hypothèse où le récent arrêt de la Cour de Justice serait suivi, le secteur des assurances vie redoute une hausse très substantielle des primes pour les femmes.

Quels produits seront concernés par cet arrêt? Que deviendront les contrats existants? La directive européenne de 2004 interdit de retenir le sexe comme critère mais des dérogations étaient autorisées sur la base de données statistiques objectives. Ce critère ne joue-t-il plus aujourd'hui? Une concertation a-t-elle été menée avec le secteur? Sur la base de quel critère les assureurs pourront-ils encore opérer une différenciation en matière d'assurance vie? L'arrêt ne risque-t-il pas de déboucher sur une segmentation particulièrement opaque non désirée?

06.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): L'arrêt de la Cour européenne de Justice a des conséquences sur les produits d'assurance vie qui étaient, jusqu'à présent, les seuls produits pour lesquels

des tarifs différents s'appliquaient aux hommes et aux femmes. Nous devons attendre à présent l'arrêt définitif de la Cour constitutionnelle pour en évaluer toutes les conséquences, notamment pour les contrats en cours.

Si les données liées au genre ne peuvent plus être utilisées pour des motifs sociopolitiques, les statistiques devront en prendre leur parti.

Aucune concertation n'a eu lieu avec le secteur lorsque ce dernier a dû adapter sa politique de genre dans la tarification des polices auto et maladie.

Les assureurs peuvent utiliser pour la segmentation tous les critères qui ne sont pas expressément interdits. Par conséquent, un critère compensatoire n'est pas impensable, en effet.

06.03 Peter Logghe (VB): Quand pouvons-nous attendre cet arrêt définitif?

06.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Je n'en sais rien. Il n'est pas dans mes habitudes de contacter les magistrats. Peut-être M. Van der Maelen pourrait-il s'en charger...

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nombre croissant de contribuables qui ne remplissent plus de déclaration" (n° 3250)**

- **M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déclaration fiscale" (n° 3368)**

07.01 Hagen Goyvaerts (VB): Un contribuable sur vingt ne remet pas de déclaration. Ce nombre augmente année après année.

Comment les services gèrent-ils ce phénomène? Ne conviendrait-il pas d'adopter au plus vite une approche ferme? Pourquoi n'applique-t-on pas systématiquement une imposition d'office en l'absence de déclaration? Est-il exact que le système informatique des Finances ne dispose pas de codes destinés à appliquer une imposition d'office de manière automatisée?

07.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): L'administration prend les mesures nécessaires pour que le plus grand nombre de déclarations soient introduites. C'est pourquoi le *balanced scorecard* comporte un indicateur permettant de surveiller le nombre de non-déclarants.

Pour l'exercice d'imposition 2010, le nombre de déclarations à l'impôt des personnes physiques non introduites ne pouvait pas dépasser 5 % à la fin de la période de contrôle – il s'agissait de 10 % précédemment. Le 21 mars 2011, on comptait 4,91 % de non-déclarants pour l'exercice d'imposition 2010. Je communiquerai les tableaux comportant tous les chiffres à M. Goyvaerts. Il ressort de ces tableaux que l'objectif a été atteint. Il est par ailleurs évident que la présence d'une grande ville influence les résultats, de même que la situation économique de la circonscription administrative.

En septembre 2010, il a été décidé d'envoyer automatiquement des rappels aux contribuables n'ayant pas encore envoyé de déclaration. Ainsi, 21 000 courriers ont été envoyés à des indépendants, ce qui a mené au dépôt de 10 000 déclarations. Pour les salariés, 266 000 courriers ont été envoyés et 66 000 nouvelles déclarations ont suivi.

Le but de l'opération est d'éviter d'une part un report du paiement en raison de l'absence de dépôt de la déclaration, ce qui lèse le citoyen qui remplit ses obligations et de veiller d'autre part à ce que le citoyen qui a droit à un remboursement puisse effectivement le percevoir.

L'action a démontré qu'une série de malentendus règnent parmi les contribuables. La communication sur l'obligation de déclaration des revenus sera dès lors adaptée pour l'exercice d'imposition 2011.

Le tableau reprend les chiffres jusqu'au 21 mars 2011. Grâce à nos actions administratives, une large part

des impositions ont encore pu être obtenues: le 11 février 2011, 327 940 déclarations fiscales manquaient toujours; elles n'étaient plus que 309 555 le 21 mars 2011.

Il ne s'indique pas de procéder dans chaque cas de non-déclaration à une imposition d'office dans la mesure où il n'est pas toujours question de revenus imposables. Cette procédure ne peut dès lors pas être automatisée et chaque cas doit être examiné séparément. Il n'existe donc pas de code dans la mesure où celui-ci ne serait d'aucune utilité. En 2010, il a été procédé à 89 785 impositions d'office, portant sur un montant de revenus de 1,5 milliard d'euros.

07.03 Hagen Goyvaerts (VB): La persévérance vient à bout de tout. Grâce aux lettres, un nombre non négligeable de déclarations ont tout de même encore été renvoyées. J'encourage le ministre à poursuivre dans cette voie et à œuvrer en faveur d'une fiscalité équitable.

L'incident est clos.

08 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la part de l'État dans Ethias Finance" (n° 3323)

08.01 Peter Logghe (VB): En octobre 2008, Ethias a reçu 1,5 milliard d'euros d'aide publique dont les gouvernements fédéral, flamand et wallon ont chacun pris en charge 500 millions d'euros. La Commission européenne a approuvé l'opération de sauvetage fin 2009 mais a instamment demandé que les pouvoirs publics se retirent de la société.

Combien de temps le gouvernement fédéral compte-t-il maintenir sa participation dans cette société d'assurance? De nombreux assureurs y voient une forme de concurrence déloyale. À l'instar du gouvernement flamand, le gouvernement démissionnaire attend-t-il la fin de la période de consolidation?

08.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): La vente de la part de l'État fédéral dans Ethias Finance n'est pas à l'ordre du jour. Pour éliminer le risque éventuel d'une distorsion de concurrence, la Commission européenne a imposé à Ethias un plan de restructuration strict. Le pacte d'actionnaires prévoit des possibilités de sortie à terme. Les actionnaires ont en tout état de cause accepté de respecter une période de *standstill* de 24 mois. Les actionnaires ont également un droit de sortie à partir du troisième anniversaire du *closing*. Le plan de restructuration comprend différents engagements qu'Ethias doit en grande partie avoir mis en oeuvre pour le 31 décembre 2013. Les différents engagements seront correctement respectés.

08.03 Peter Logghe (VB): Il y a en effet trois dates importantes: le 13 février 2011 est passé; le 13 février 2012 est le troisième anniversaire après le *closing* et au 31 décembre 2013, toutes les conditions imposées par les instances européennes doivent être remplies.

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'intervention du Fonds spécial de protection auprès d'un assureur" (n° 3488)

09.01 Peter Logghe (VB): Le Fonds spécial de protection a dû intervenir pour la première fois. L'assureur Apra Leven avait investi dans d'obscurs placements espagnols et était moribond. La CBFA lui a retiré toutes ses autorisations. Si aucun repreneur n'est trouvé, la faillite sera inévitable et 2 700 clients ne retrouveront leur épargne – un contrat d'assurance vie de la branche 21 – que par le biais du Fonds de protection. Quelques clients seulement auraient investi plus de 100 000 euros.

Le Fonds de protection n'a-t-il pas dû intervenir chez Ethias par le passé déjà? Un repreneur a-t-il été trouvé dans l'intervalle pour Apra Leven? La société est-elle en faillite et le Fonds de protection devra-t-il payer?

Les clients qui disposent d'une assurance groupe ne devraient pas désespérer car l'employeur serait obligé de couvrir les déficits. Cela signifie-t-il que les employeurs doivent assurer eux-mêmes le paiement si un assureur fait faillite?

Y a-t-il d'autres compagnies d'assurances que la CBFA observe actuellement d'un œil critique? Existe-t-il en

Belgique des compagnies d'assurances qui sont sous curatelle ou sous surveillance spéciale? Existe-t-il des compagnies dont les permis pourront être retirés dans un futur proche? Des enquêtes sont-elles en cours?

09.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie n'est encore jamais intervenu. L'adhésion à ce fonds créé par l'arrêté royal du 16 mars 2009 est obligatoire pour tous les assureurs sur la vie depuis le 1er janvier 2011. Dès que la désignation des liquidateurs sera définitive, ces derniers procéderont à la liquidation des actifs de la société et étudieront la possibilité d'une reprise.

Le Fonds spécial de protection n'intervient que pour les assurances vie individuelles de la branche 21 et à concurrence de 100 000 euros. Pour les assurances de groupe, la loi dispose que l'employeur est tenu d'apurer toute insuffisance d'actifs pour couvrir les obligations en matière de pension.

Les compagnies d'assurance sont soumises au contrôle prudentiel de la CBFA et, à partir du 1er avril 2011, au contrôle de la BNB. Elles sont contrôlées conformément à la loi du 9 juillet 1975. La CBFA n'a annoncé aucune mesure de redressement concernant d'autres entreprises.

09.03 **Peter Logghe** (VB): Il faudrait en tout cas vérifier le nombre de contrats d'assurance groupe conclus auprès de la compagnie Apra Leven, car il est tout de même surprenant que les employeurs soient contraints de combler le déficit. J'espère en tout cas qu'il n'y aura pas trop de faillites parmi les entreprises d'assurance vie, car sinon, il n'y aura bientôt plus guère de contrats d'assurance groupe.

L'incident est clos.

10 **Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la sous-assurance des centrales nucléaires" (n° 3509)**

10.01 **Peter Logghe** (VB): Le risque d'exploitation des centrales nucléaires d'Electrabel semble sous-assuré. Après Tchernobyl, des engagements semblent avoir été pris pour relever les montants, mais cela ne s'est jamais fait en Belgique.

En cas de catastrophe nucléaire, à qui les citoyens et les entreprises pourront-ils adresser leurs demandes en dommages-intérêts? L'État devra-t-il tout prendre en charge? Pour quels montants nos différentes centrales nucléaires sont-elles assurées actuellement? Quelle franchise prévoit la police en responsabilité? Combien de compagnies assurent actuellement la responsabilité des centrales nucléaires? Dans quel délai après Tchernobyl les conditions de solvabilité devaient-elles être augmentées? Pourquoi ce délai n'a-t-il pas été respecté? Est-ce la raison pour laquelle le gouvernement a mis Electrabel en demeure? Quelles mesures le gouvernement en affaires courantes prendra-t-il pour résoudre ce problème latent mais important de sous-assurance?

10.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): La loi du 22 juillet 1985 limite la responsabilité de l'exploitant au montant pour lequel il est assuré. En plus de ce montant, 125 millions d'euros en droits de tirage spéciaux (DTS) sont également mis à disposition conformément au traité de Bruxelles du 31 janvier 1963 additionnel au traité de Paris du 29 juillet 1960.

Ce montant est fourni par l'ensemble des parties à cette convention. En vertu de l'article 20 de la même loi, le Roi peut définir des critères de répartition équitables pour l'indemnisation.

En vertu de l'application de l'article 7, le montant de la responsabilité de chaque exploitant s'élève actuellement à 279 472 229 euros. Ce montant concerne tant les dommages afférents tant aux lésions corporelles qu'aux dégâts matériels.

Les conventions d'assurance en possession de l'administration ne prévoient aucune franchise. Quelle que puisse être la franchise prévue par le contrat d'assurance, celle-ci n'est pas, en vertu de l'article 87 de la loi du 25 juin 1992, opposable aux victimes. Elle n'intervient que dans la relation entre le preneur d'assurance et l'assureur.

Le marché de l'assurance nucléaire n'est guère diversifié. En Belgique, deux assureurs sont actifs dans ce

domaine actuellement. Lors de l'incident de Tchernobyl, le montant précité s'élevait à 4 milliards de francs belges, soit 99 157 409 euros. La loi modificative du 5 juin 2000 a porté ce montant au chiffre que je viens de citer.

Par conséquent, le montant fixé dépasse celui recommandé par le comité de direction de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE.

Les montants précités ont été fixés dans le cadre du traité de Paris. Ce traité a fait l'objet d'une révision. Lors de la ratification de la révision, le montant de la responsabilité de l'exploitant sera porté à 700 millions d'euros au moins.

10.03 Peter Logghe (VB): On a beau s'assurer au maximum, ce ne sera probablement jamais suffisant en cas de catastrophe majeure. Au Japon, les dégâts sont aujourd'hui estimés à environ 250 milliards d'euros. On peut également se demander si l'on s'est basé sur des études pour déterminer les montants actuellement assurés. Les autorités ont le devoir de vérifier régulièrement si les montants assurés sont suffisants.

L'incident est clos.

11 Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avantage royal accordé au FC Standard de Liège et au Basketclub Oostende par la Loterie Nationale" (n° 3545)

11.01 Theo Francken (N-VA): Lors de l'attribution des fonds de la Loterie Nationale, la subjectivité prend manifestement le pas sur l'objectivité. Le club de basket-ball d'Oostende – de Johan Vande Lanotte, donc – et le club de football Standard de Liège reçoivent une subvention royale alors que d'autres clubs n'ont même pas l'occasion d'introduire une demande.

Nul n'ignore que M. Reynders est le prince politique de Liège. Ce n'est donc pas un hasard si le Standard a reçu, en plus d'une subvention pour son centre de formation des jeunes, un sponsoring pour les maillots à concurrence de 500 000 à 600 000 euros. Cette fois encore, aucun autre club n'a pu introduire de demande de sponsoring.

Le programme de parrainage des maillots du Standard va-t-il se poursuivre? D'autres clubs peuvent-ils également s'inscrire pour la saison 2011-2012? En réponse à une précédente question analogue, le ministre a laconiquement déclaré qu'aucun autre club de football de la *Pro League* n'avait introduit de demande auprès de la Loterie Nationale. Mais leur a-t-on vraiment posé la question? Quels sont les clubs de football de première division qui ont reçu ces dernières années des subventions pour un centre de formation de jeunes? Quels sont les critères de répartition des moyens?

11.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Cette question a en fait trait à deux dossiers différents. Il y a d'une part un contrat de sponsoring entre le club de football du Standard de Liège et la Loterie Nationale. La Loterie Nationale paie notamment pour la mention de son nom sur les maillots. D'autre part, par arrêté ministériel un subside de 750 000 euros, étalé sur une période de deux ans, a été octroyé à ce club de football pour la formation des jeunes.

Le sponsoring du Standard de Liège est un projet pilote qui sera évalué fin mars, début avril. Sur la base de cette évaluation, il sera décidé si la Loterie Nationale continuera ou non de sponsoriser les équipes de football de la Jupiler Pro League.

Comparé aux montants déboursés à des fins de sponsoring par d'autres entreprises dans lesquelles l'État fédéral a une participation, le montant concerné ici est très modique. Dexia, par exemple, verse un montant beaucoup plus important au FC Bruges. Or la Région flamande est aussi actionnaire de Dexia. Par conséquent, M. Francken pourrait tout aussi bien demander au ministre Muyters s'il s'agit là d'un bon investissement. Quant à Anderlecht, il reçoit un montant encore plus important de BNP Paribas Fortis.

Les autres clubs n'ont pas été interrogés au préalable concernant un éventuel sponsoring. Le Standard de Liège a quant à lui déposé un dossier à la Loterie Nationale. Comme les conditions étaient très avantageuses, la Loterie Nationale a accepté l'offre des Rouches. Depuis, deux autres clubs de première

division se sont dits intéressés. L'un introduira une demande pour sa formation des jeunes et l'autre attend l'évaluation concernant le sponsoring du Standard.

Au cours des dernières années, aucun autre club de première division n'a reçu de subventions directes pour la formation des jeunes. La formation des jeunes par les clubs de football est évaluée par l'UEFA et, de tous les clubs belges, c'est celle du Standard de Liège qui a obtenu la meilleure évaluation. Depuis plusieurs années déjà, l'Union royale belge de football octroie une subvention de 250 000 euros pour la formation des jeunes du club.

En commission des Finances du Sénat du 9 février 2011 et en réponse à la question écrite n° 4350 du 31 juillet 2008, j'ai déjà précisé les critères d'octroi de subventions. Le site internet de la Loterie Nationale fournit également des informations détaillées à ce sujet.

11.03 Theo Francken (N-VA): Peu m'importe que d'autres le fassent également mais la Loterie Nationale relève totalement de la compétence de M. Reynders et il s'agit d'une entreprise publique.

Apparemment, deux clubs ont déposé un tel dossier mais les autres ont bien sûr compris l'intérêt de l'opération et se montreront également intéressés par le sponsoring des T-shirts. J'espère qu'ils seront également traités correctement.

Je voudrais demander au président d'inviter des représentants de la Loterie Nationale au sein de cette commission pour pouvoir les interroger sur la politique de subvention et de parrainage qu'ils ont menée au cours des dernières années.

L'incident est clos.

12 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déductions fiscales forfaitaires applicables aux accueillantes autonomes d'enfants" (n° 3563)

12.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Diverses questions d'ordre général sont posées quant à la clarté et l'uniformité des règles communiquées et appliquées en matière de déduction fiscale forfaitaire pour les accueillantes autonomes mais également par rapport à la capacité de recours des contribuables qui, ayant agi de bonne foi, ont vu l'administration fiscale refuser cette déduction fiscale forfaitaire.

Dans quels cas précis s'applique donc la règle selon laquelle la déduction du forfait est possible pour des accueillantes autonomes pratiquant des formes d'accueil "autres qu'à domicile"? Ce forfait peut-il être applicable pour trois ou quatre accueillantes autonomes indépendantes qui travailleraient dans une même maison d'enfants? Sinon, pourquoi certains bureaux de contrôle l'acceptent-ils et d'autres non?

Comment l'information relative à ces règles est-elle assurée vers les accueillantes autonomes? Quels sont les recours possibles pour des co-accueillantes qui se verraient imposer un supplément d'impôt? Vu le flou de la règle applicable, n'y a-t-il pas lieu de réserver un traitement spécifique à ce type de dossier?

12.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): Les réponses de l'ancien secrétaire d'État, Hervé Jamar, le 6 mars 2007, et de l'actuel secrétaire d'État, Bernard Clerfayt, le 1^{er} décembre 2010, respectivement en réponse aux questions parlementaires n^{os} 51/14462 et 53/1218, apportent toute l'information nécessaire à la bonne compréhension de la règle applicable (voir *Compte rendu analytique* 51 COM 1221, p. 9 & 10, et 53 COM 59, p. 6 & 7).

Il y est clairement mentionné que l'accueil hors domicile doit avoir un caractère familial et que le co-accueil ne concerne que deux accueillantes au maximum. Je vous invite à parcourir ces réponses dans leur intégralité.

Afin de permettre un contrôle efficace et équitable des contribuables, j'ai toujours demandé à mon administration de diffuser ce type de réponse à des questions parlementaires aux différents services concernés. Les accueillantes autonomes recueillent des profits et déclarent des frais professionnels. Comme pour tout contribuable, on pourra vérifier, lors d'un contrôle, si le forfait s'applique ou non.

Si vous me communiquez des cas précis, je demanderai à mon administration de s'assurer du traitement égal des contribuables dans ces cas.

12.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Manifestement, la règle est mal comprise par certaines personnes. Je prendrai contact avec les personnes concernées.

L'incident est clos.

13 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les nouvelles recettes annoncées ou étudiées dans le cadre du budget 2011" (n° 3572)

13.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): J'ai lu attentivement le communiqué du gouvernement de ce vendredi sur les décisions budgétaires qui ont été prises. Des recettes nouvelles sont annoncées grâce à la levée du secret bancaire. D'autres sont envisagées, comme une taxe sur des billets d'avion ou des accises sur l'uranium.

Quelles sont les recettes escomptées de la levée du secret bancaire? Y aura-t-il des renforts en personnel ou une réorganisation de l'administration pour y parvenir? Qui fera l'étude de faisabilité de la taxe sur les billets d'avion? Quelles sont les hypothèses du gouvernement à ce sujet? Qui fera l'étude de faisabilité d'accises sur l'uranium? Quelles sont les hypothèses du gouvernement pour ces accises? D'autres recettes nouvelles sont-elles envisagées par une meilleure taxation du capital ou une taxe sur les transactions financières?

13.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): Nous reviendrons sur ces questions lors de l'examen du budget, mais je peux déjà aborder certains aspects.

Le dernier, les transactions financières: j'ai avancé cette question devant l'Europe et le FMI. Elle a encore été évoquée lors du dernier sommet Euro-groupe, qui a indiqué clairement sa volonté d'aller dans cette direction. Cela se fera au moins à l'échelle de la zone euro, dont tous les chefs d'État ou de gouvernement ont pris l'engagement d'aller dans ce sens.

En ce qui concerne notre budget, il n'y a pas d'augmentation d'impôt ou de taxe existante, ni aucune création de taxe ou d'impôt entrant en ligne de compte pour le calcul du budget. Certains éléments sont liés à la lutte contre la fraude. Par prudence, nous avons prévu 50 millions d'euros pour des contrôles supplémentaires liés à la levée du secret bancaire.

Mais on pourrait atteindre des montants beaucoup plus importants. Les régularisations fiscales vont augmenter. De plus, nous aurons un complément venant de régularisations qui devaient avoir lieu à la fin 2010, mais qui n'interviendront que dans le courant de 2011. S'y ajoutent les 50 millions qui résultent des contrôles supplémentaires et les 50 millions qui viendront des transactions prévues dans la loi portant des dispositions diverses. Soit plus de 300 millions d'euros de régularisations. Les autres recettes sont liées à l'augmentation des prix du tabac pour 133 millions et à une taxe de sortie des sicafi pour 50 millions. Au total, 693 millions d'euros sont prévus, sans augmentation ou création de taxes ou d'impôts.

Quelques éléments encore. Tout d'abord, pour les accises sur l'uranium et autres matériaux entrant dans la production d'énergie nucléaire, une étude a été commandée à la BNB. J'ai demandé aussi à mon administration d'examiner dans quelle mesure cette taxation pourra être réalisée et contrôlée. Quant à la taxation des billets d'avion, il me semble normal qu'on puisse prélever, par exemple, un euro sur des billets "classe économique" ou *low cost* pour des trajets de mille kilomètres. C'est moins de taxes que sur un litre d'essence ou de diesel chez nous.

Nous allons mener une étude sur les billets *business* et *first*. Pour l'instant, le blocage concernant cette taxation vient du gouvernement wallon, qui craint une délocalisation d'activités de l'aéroport de Charleroi. Je m'étonne qu'une taxe d'un euro par billet puisse avoir une telle conséquence.

Dernier élément que je peux vous communiquer: le montant de l'aide fiscale pour les véhicules "propres" est fixé à 230 millions d'euros. Nous verrons dans les prochaines semaines avec le secteur quelles adaptations

seront nécessaires pour rester dans cette enveloppe. Je pense que c'est une somme appréciable. Aller au-delà serait déraisonnable.

13.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je note qu'il risque d'y avoir des changements en matière de fiscalité automobile pour rester dans l'enveloppe. Certains ont une approche plus dynamique avec des écomalus. Pour la taxation sur les billets d'avion, une taxe sur le kérosène serait encore plus efficace pour limiter certains déplacements pas toujours utiles.

J'ai une dernière question au sujet de la régularisation fiscale. Les montants escomptés sont-ils bien calculés sur base du cadre légal actuel? On entend votre adjoint parler d'une nouvelle opération de régularisation.

13.04 Didier Reynders, ministre (*en français*): C'est dans le cadre actuel, vu les affaires courantes. Cela étant, la régularisation est une règle permanente et elle entraîne une augmentation très forte des recettes fiscales par les montants régularisés, mais aussi en impôts.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17h 42.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.48 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de te late aanpassing van risicoquoteringen door Delcredere" (nr. 3031)
- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "vragen van de Europese Commissie bij overheidssteun aan de Nationale Delcredere dienst" (nr. 3056)

01.01 Peter Logghe (VB): De Nationale Delcredere dienst (ONDD) verzekert bedrijven en banken tegen politieke en commerciële risico's van internationale handelstransacties. De informatie op de website van de ONDD is niet altijd even actueel. Zo correspondeerde de rating in verband met de politieke stabiliteit in Libië eind februari niet met de realiteit.

Met welk ritme worden die ratings aangepast? Kunnen bedrijven een deel van de verantwoordelijkheid van het mislukken van grote contracten afschuiven op de Delcredere dienst wegens verkeerde of achterhaalde informatie? Hoeveel bedragen de momenteel uitstaande verbintenissen in het Midden-Oosten en Noord-Afrika? Hoe worden die opgevolgd?

De Europese Commissie is een onderzoek gestart naar overheidssteun aan de nv Delcredere via het moederbedrijf ONDD. Hoeveel steun heeft de ONDD van de Belgische overheid ontvangen? Wordt er een beroep gedaan op de staatswaarborg? De ONDD zou bij de nv Delcredere een kapitaalbreng hebben gedaan van eerst 100 miljoen euro en later van 50 miljoen. Europa vraagt zich af waarom dat niet werd gemeld. Welke transfers bestaan er tussen beide bedrijven? Voor welke activiteiten heeft de ONDD zijn staatswaarborg gebruikt? Wat zijn de mogelijke gevolgen als het onderzoek een negatief resultaat oplevert?

01.02 Minister Didier Reynders (*Nederlands*): De Nationale Delcredere dienst maakt voor de classificaties voor de verzekering van exportkredieten een onderscheid tussen betalingsrisico's op korte termijn en op lange termijn. De classificaties voor het politieke risico op korte termijn worden minstens driemaandelijks herbekeken. De classificaties voor het middellange en langlopende politiek risico worden minstens eenmaal per jaar geëvalueerd en ook telkenmale er belangrijke nieuwe informatie komt. De classificaties voor de verzekering van directe investeringen in het buitenland worden minstens driemaandelijks geactualiseerd. Als een verzekeringsbelofte of -polis is uitgegeven, is de verzekerde gedekt.

De uitstaande verbintenissen in het Midden-Oosten en Noord-Afrika bedroegen op 31 december 2010 17,33 procent van de totale verbintenis. De opvolging gebeurt door de afdeling Risk Management. Driemaandelijks worden rapporten opgesteld over de concentraties inzake landen, sectoren en debiteuren. Wanneer zich bepaalde situaties voordoen, kan de verzekeringsmogelijkheid voor bepaalde landen worden

opgeschort. Om overreacties en een jojo-effect te vermijden, worden de risico's gekaderd in een langer perspectief.

De ONDD is een autonome overheidsinstelling die wel staatsgarantie krijgt, maar geen beroep doet op staatsmiddelen.

De Nationale Delcredere dienst is opgericht door de wet van 31 augustus 1939. Bij de oprichting werd een dotatie toegekend, die in de loop der jaren werd verhoogd. De dotatie is een eenmalige, geen jaarlijkse, bijdrage en wordt beschouwd als het kapitaal van de ONDD, dat vandaag 297.470.000 euro bedraagt.

De ONDD is van mening dat de oprichting van een vennootschap waarin een deel van zijn activiteiten worden ondergebracht, niet geldt als een steunmaatregel in de zin van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap. Volgens de ONDD bestond er voor de oprichting van de nv Delcredere en de opdracht van de kortlopende verzekeringsactiviteit geen notificatieverplichting.

De dienstprestaties die de ONDD en de nv Delcredere aan elkaar leveren, liggen contractueel vast in outsourcingakkoorden en worden aan marktconforme prijzen afgesloten. De nv Delcredere heeft haar eigen personeel en betaalt een marktconforme huurprijs voor haar lokalen. Buiten de vergoeding voor de geleverde diensten, zijn er geen transfers tussen beide entiteiten. De enige andere stroom van fondsen tussen de maatschappijen zijn de afrekeningen van marktconforme herverzekeringsovereenkomsten.

De dotatie dient ter financiering van alle activiteiten van de ONDD die met de staatsgarantie worden uitgevoerd.

De ONDD heeft sinds 1993 geen verhandelbare risico's meer gedekt met staatsgaranties en ze zal de Commissie hiervan op de hoogte brengen. De ONDD werd op 24 februari 2011 op de hoogte gebracht van het onderzoek en beschikt over één maand om te antwoorden op de vragen. De mogelijke gevolgen van het onderzoek worden momenteel onderzocht. De rechtsgevolgen van het verlenen van niet-toegelaten staatssteun staat in het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

01.03 Peter Logghe (VB): De minister lijkt het onderzoek van de Europese Commissie met alle vertrouwen af te wachten. Moet men dat geld kunnen terugbetalen?

01.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik heb naar de regelgeving verwezen. Ik kan niet alle artikelen van het Verdrag opsommen.

01.05 Peter Logghe (VB): Verdient het geen aanbeveling die rating sneller op te volgen? Het gaat hier tenslotte om gemeenschapsgeld.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "een verslag van de CBFA over het verloop van openbare aanbestedingen van corporate obligaties" (nr. 3049)

02.01 Olivier Henry (PS): In antwoord op een vraag betreffende een recente mededeling van de CBFA wees de staatssecretaris er mij vorige maand op dat ik 'inefficiëntie, die kan leiden tot een oneerlijke behandeling', niet mocht verwarren met een 'administratieve tekortkoming of een strafrechtelijk misdrijf'.

Naar mijn oordeel heeft de CBFA het niet over inefficiëntie, maar over overtredingen van de wettelijke en regelgevende normen. Bovendien doet de beschrijving van de tekortkomingen ons vermoeden dat er strafrechtelijke misdrijven zijn gepleegd. In sommige gevallen ontvangt de *trading desk* van banken die beleggen in obligaties een positie als er veel vraag naar deze uitgifte is. Deze positie wordt meestal korte tijd later opnieuw verkocht, met winst voor de bank.

Naast het niet naleven van artikel 7 van het koninklijk besluit van 17 mei 2007, waarop door de CBFA werd gewezen, hebben wij hier misschien te maken met gevallen van handel met voorkennis. Een bank die lid is van een plaatsingssyndicaat beschikt over voorkennis, omdat zij weet hoeveel vraag er zal zijn naar een

nieuwe uitgifte. Artikel 40 van de wet van 2 augustus 2008 verbiedt echter het aanwenden van voorkennis, door het verwerven van de financiële instrumenten waarop de voorkennis betrekking heeft.

Heeft de CBFA een onderzoek ingesteld met betrekking tot de overtredingen die door haar werden vastgesteld? Loopt er betreffende sommige dossiers een administratieve sanctieprocedure?

02.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De CBFA maakte in december 2010 een mededeling bekend over het verloop van openbare aanbiedingen van corporate obligaties. Zij maakt melding van een aantal problemen die leiden tot inefficiëntie en zet uiteen hoe deze kunnen worden verholpen. Dat een en ander recentelijk niet vlekkeloos is verlopen, is niet eigen aan de Belgische markten, maar vindt zijn oorsprong in het toekenningsmechanisme van de effecten dat meestal toegepast wordt voor andere obligatiemarkten bij dit soort uitgiften op grond van het principe 'wie eerst komt, eerst maalt'.

Dat toekenningsmechanisme is een courante marktpraktijk in het buitenland, maar de CBFA beveelt de financiële tussenpersonen aan te kiezen voor een ander mechanisme voor de toewijzing van effecten.

Bij mijn weten is België het enige land dat die stap heeft durven te zetten, die beschouwd wordt als een grote vooruitgang en algemeen wordt toegejuicht. Men mag inefficiëntie, die kan leiden tot een onbillijke behandeling, niet verwarren met een administratieve tekortkoming of een strafrechtelijk misdrijf. De CBFA zal de opvolging van die aanbeveling evalueren. Aangezien dat soort verrichtingen niet meer werden gedaan sinds de publicatie van de mededeling, is het nog te vroeg om tot zo een evaluatie over te gaan.

Als een en ander vlekkeloos was verlopen, had de CBFA de regels niet hoeven te verduidelijken. Wat heeft het voor zin om tekstfragmenten uit de context te rukken om daaruit ongunstige af te leiden dat er misdrijven gepleegd worden?

In haar mededelingen gebruikt de CBFA nooit de termen 'tekortkoming' of 'misdrijf'. Wel legt ze de vinger op problemen, dat wil zeggen gedragingen die vragen oproepen en waarop een antwoord moet worden gegeven. De CBFA verduidelijkt eveneens hoe ze sommige bepalingen van de regelgeving interpreteert.

Het is niet verboden dat een bericht meer informatie bevat dan vereist door verordening 809/2004, maar de CBFA stelt het bericht dan wel gelijk met een commercieel document, waarvoor haar voorafgaande goedkeuring moet worden verkregen.

Ik begrijp niet waarom u bepaalde bekritiseerde praktijken gelijkstelt met misbruik van voorkennis. De kritiek sloeg op het feit dat de *trading desk* een positie ontvangt tijdens de toewijzing, wanneer de opbrengst van het aanbod nog niet bekend is, en in dat geval wordt beschouwd als een institutionele klant die de secundaire markt moet bevoorraden. Die praktijk wordt als niet-conform beschouwd wanneer het bedrag aan inschrijvingen uiteindelijk hoger uitvalt dan het bedrag van de aanbieding op de primaire markt. Er is bij dit mechanisme geen sprake van voorkennis, maar wel van een probleem met de goede werking van de primaire markt, waarvoor een antwoord wordt geboden met de mededeling.

De CBFA zal de toepassing van de aanbevelingen evalueren. Ik zal het Parlement verslag doen van de regelgevende initiatieven die nodig zouden blijken te zijn.

02.03 **Olivier Henry** (PS): Ik ben blij dat er hier geen sprake is van misbruik van voorkennis.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3085)**

03.01 **Hagen Goyvaerts** (VB): Mijn fractie stelde al enkele ministers de vraag welke KB's er nog liggen te wachten, in afwachting van een volwaardige regering. Alle ministers geven hetzelfde antwoord. Als de minister van Financiën ook hetzelfde antwoord heeft, trek ik mijn vraag in.

03.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ook ik heb hetzelfde antwoord.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de eventuele vervroegde terugbetaling van de door KBC aangegane lening bij de federale overheid" (nr. 3124)

04.01 Hagen Goyvaerts (VB): Het lijkt alsof de banken de financiële crisis al hebben verteerd. Ze zullen dividenden uitbetalen en er worden opnieuw winsten geboekt. Ook de bonussen zitten opnieuw in de actualiteit.

Zijn er al gesprekken gevoerd over een vervroegde terugbetaling van leningen van banken? Werd daarbij over een eventuele korting op de bonussen gesproken? Hoe zou een vervroegde terugbetaling voor de federale overheid voordelig kunnen zijn? Is de mogelijkheid van een vervroegde terugbetaling opgenomen in de aangegane overeenkomsten met KBC en de andere banken? Overweegt de federale regering de terugbetalingsvoorwaarden van de leningen aan de banken te herbekijken als dat niet het geval is?

04.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Op de eerste twee vragen is mijn antwoord neen. De derde vraag is niet aan de orde. Betreffende de vierde vraag is er inderdaad een communicatie met specifieke voorwaarden, die al door de communicatiediensten van KBC werd medegedeeld. Op de vijfde vraag is mijn antwoord neen.

04.03 Hagen Goyvaerts (VB): Kan de minister de contracten tussen de federale overheid en de KBC ter beschikking stellen van het Parlement?

04.04 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Ik zal verifiëren of het mogelijk is het hele contract met de financiële clausules ter beschikking te stellen.

Ik zal ook navraag doen of een vervroegde terugbetaling op basis van het contract mogelijk is. Ik kan het mij niet herinneren.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "circulaire nr. Ci.RH.421/607.890 (AAF 64/210)" (nr. 3188)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de werking van de dienst Voorafgaande Beslissingen en onder andere de aanpassing van de tekst van een circulaire om de legitimiteit van eerder afgesloten rulings vast te leggen" (nr. 3550)

05.01 Dirk Van der Maelen (sp.a): Klopt het dat mevrouw Véronique Tai, de voorzitter van de dienst Voorafgaande Beslissingen in Fiscale Zaken, bij Jean-Marc Delporte, adjunct-administrateur-generaal van de Belastingen, en bij de heer Carlos Six, dienstdoend administrateur-generaal van de fiscaliteit, heeft aangedrongen om de circulaire van 22 oktober 2010 met betrekking tot de betalingen aan belastingparadijzen zo aan te passen dat de ruling die eerder voor Total België werd afgesloten voor zijn transfers naar de Bermuda-eilanden, niet in gevaar werd gebracht?

Is het juist dat Jean-Marc Delporte en Carlos Six hiermee hebben ingestemd met als resultaat de aangepaste circulaire van 30 november 2010?

Is het de normale gang van zaken dat de voorzitter van de dienst Voorafgaande Beslissingen tussenkomt om circulaire in overeenstemming te brengen met door de dienst Voorafgaande Beslissingen afgesloten rulings?

Waarom werd de ruling van Total van 6 juli 2010 niet gepubliceerd? Geldt hier dan geen wettelijke verplichting?

05.02 Hagen Goyvaerts (VB): Klopt de chronologie zoals die in het artikel in *Knack* in verband met deze

zaak wordt geschetst? Behoort het tot de praktijk van de dienst Voorafgaande Beslissingen om bij andere diensten aan te dringen op aanpassingen aan circulaires om de legitimiteit van een eerder afgesloten ruling vast te leggen? Welke dienst primeert, de dienst Voorafgaande Beslissingen of de fiscale diensten? Waarom werd de betrokken ruling niet gepubliceerd? Holt een dergelijke praktijk de verstrakking van de controles op de transacties met fiscale paradijzen niet uit?

Staat de minister achter de werkwijze van de dienst Voorafgaande Beslissingen in dit dossier?

05.03 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Ik heb dezelfde vraag al beantwoord in de plenaire zittingen van Kamer en Senaat op 3 maart 2011, in antwoord op vragen van respectievelijk de heer Mathot en mevrouw Matz. Ik verwijs naar dat antwoord.

05.04 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik heb mijn vraag eerder ingediend dan de heer Mathot en bovendien stel ik ook nog eens bijkomende vragen. Ik heb dit dossier als eerste aangebracht. Als de minister niet wil antwoorden, maak ik daar een incident van.

05.05 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Ik heb de vragen van de heer Mathot en van mevrouw Matz beantwoord en ik zie niet in waarom ik dat antwoord hier nog een keer zou voorlezen. Er zijn sindsdien geen nieuwe elementen.

05.06 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik agendeer dit op de Conferentie van voorzitters! Ik was aanwezig op de plenaire zitting waarnaar de minister verwijst. In zijn antwoord schermde de minister met het feit dat de aankopen van ruwe olie werkelijk hebben plaatsgevonden en dat het daarom niet gaat om een artificiële constructie. Maar wat als Total Belgium meer dan de marktprijs heeft betaald voor de olie? Wat als de betrokken betalingen ook gebeurd zijn voor zogenaamde prestaties die de brievenbusvennootschap op Bermuda nooit heeft geleverd?

In die gevallen kan er een schending zijn van de artikelen 26 en 54 en heeft de fiscus de plicht om die transacties alsnog tegen het licht te houden. Dat blijkt ook duidelijk uit de betrokken circulaire. Ik vraag de minister nogmaals of de rulingdienst die aspecten nagekeken heeft en of de aanvrager de artikelen 26 en 54 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen in rekening heeft gebracht? Als dat niet het geval is, dan ontstaat er een lacune en dan hebben wij te maken met fraudebestrijding *à la Reynders*: men keurt een wet goed en daarna holt men ze deskundig weer uit.

Verder moet ik de minister erop wijzen dat die circulaire 'contra legem' is. Volgens het Wetboek voor inkomstenbelastingen moet de onderneming bewijzen dat het om werkelijke verrichtingen gaat. De circulaire versoepelt die bewijslast. Zelfs als het gaat om een kunstmatige constructie kan de onderneming aan de niet-aftrekbaarheid ontsnappen door aan te tonen dat de constructie niet heeft gediend om aan de Belgische belastingen te ontsnappen.

Wat gebeurd is, is totaal onaanvaardbaar. De fiscale administratie wordt ingezet om de belangen van een grote onderneming te dienen die in fiscale paradijzen wil blijven werken.

05.07 **Hagen Goyvaerts** (VB): Onze vraagstelling was inderdaad specifiekier dan de actualiteitsvragen in de plenaire vergaderingen. Parlementsleden mogen via nieuwe vragen toch dieper op een dossier ingaan. Ik betreur dat de minister het nu op de procedure speelt.

Dit dossier laat vermoeden dat de dienst Voorafgaande Beslissingen interfereert met andere fiscale diensten en daaraan zit een reukje!

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gevolgen van het arrest van het Europees Hof van Justitie voor de levensverzekering" (nr. 3243)**

06.01 **Peter Logghe** (VB): Indien het recente arrest van het Hof van Justitie wordt gevolgd, dan vreest de sector van de levensverzekeringen voor een drastische verhoging van de premies voor vrouwen.

Welke producten zullen worden getroffen door dit arrest? Wat gebeurt er met de bestaande contracten? De Europese richtlijn van 2004 verbood om het geslacht als criterium te nemen, maar afwijkingen waren mogelijk op basis van objectieve statistische gegevens. Is dit criterium nu van geen tel meer? Is er overleg geweest met de sector? Op basis van welk criterium zullen verzekeraars nu nog wel een onderscheid mogen maken bij levensverzekeringen? Kan het arrest niet ongewenst leiden tot een zeer ondoorzichtige segmentatie?

06.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Het arrest van het Europees Hof van Justitie heeft gevolgen voor de levensverzekeringsproducten, die tot dusver de enige producten waren waar nog verschillende tarieven konden gelden voor mannen en vrouwen. Het is nu wachten op het eindarrest van het Grondwettelijk Hof om alle gevolgen te kunnen inschatten, onder meer voor de huidige contracten. Wanneer geslachtsgerelateerde gegevens om sociopolitieke redenen niet langer mogen worden gebruikt, moeten de statistici zich daarbij neerleggen.

Er is ook niet overlegd met de sector toen die het genderbeleid moest wijzigen in de tarifiering van de auto- en ziekteverzekering.

De verzekeraars mogen elk criterium dat niet uitdrukkelijk is verboden, gebruiken bij de segmentering. Een compenserend criterium is dus inderdaad niet ondenkbaar.

06.03 **Peter Logghe** (VB): Wanneer mogen we dat eindarrest verwachten?

06.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Dat weet ik niet, want het is niet mijn gewoonte om magistraten te contacteren. Misschien kan de heer Van der Maelen dat wel op zich nemen.....

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het toenemend aantal belastingplichtigen die geen aangifte meer doen" (nr. 3250)
- de heer **Hendrik Bogaert** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de belastingaangifte" (nr. 3368)

07.01 **Hagen Goyvaerts** (VB): Eén op de twintig belastingplichtigen dient geen aangifte in. Het cijfer stijgt jaar na jaar.

Hoe gaan de diensten hiermee om? Moet er niet dringend een kordate aanpak komen? Waarom wordt er bij niet-indiening niet systematisch overgegaan tot een aanslag van ambtswege? Klopt het dat het informaticasysteem van Financiën niet over codes beschikt om de aanslag van ambtswege op een geautomatiseerde manier door te voeren?

07.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De administratie neemt de nodige maatregelen opdat er zo veel mogelijk aangiften worden ingediend. In de *balanced scorecard* is daarom een indicator opgenomen om het aantal niet-indieners op te volgen.

Voor het aanslagjaar 2010 mocht het aantal niet-ingediende aangiften in de personenbelasting maximaal 5 procent bedragen aan het einde van de controleperiode – vroeger was dat 10 procent. Op 21 maart 2011 waren er 4,91 procent niet-indieners voor het aanslagjaar 2010. Ik overhandig de heer Goyvaerts de tabellen met al de cijfers. Uit de tabellen blijkt dat de doelstelling is bereikt. Duidelijk is ook dat de aanwezigheid van een grootstad een invloed heeft op het resultaat, evenals de economische toestand van het ambtsgebied.

In september 2010 werd beslist om automatisch herinneringsbrieven te sturen naar de belastingplichtigen die nog geen aangifte hadden verzonden. Naar de zelfstandigen werden 21.000 brieven gestuurd, wat leidde tot de indiening van 10.000 aangiften. Naar de loontrekkenden werden 266.000 brieven verzonden, met 66.000 nieuwe aangiften tot gevolg.

Het doel van de actie is enerzijds uitstel van betaling door het niet-indienen van de aangifte te voorkomen, wat een onrechtmatig voordeel is ten opzicht van de burger die wel zijn verplichtingen nakomt, en anderzijds

ervoor te zorgen dat de burger die recht heeft op teruggave, zijn terugbetaling ook krijgt.

De actie heeft duidelijk gemaakt dat er ter zake een aantal misverstanden heerst bij de belastingplichtigen. Voor het aanslagjaar 2011 zullen we de communicatie rond de aangifteplicht daarom aanpassen.

De tabel behelst de cijfers tot 21 maart 2011. Dankzij onze administratieve acties werden een heel deel aanslagen alsnog verkregen: op 11 februari 2011 waren er nog 327.940 niet-ingediende aangiften, op 21 maart 2011 309.555.

Het is niet aangewezen om in elk geval van niet-aangifte een aanslag van ambtswege te vestigen omdat er niet altijd sprake is van belastbare inkomsten. Daarom kan deze procedure niet worden geautomatiseerd en moet elk geval apart worden bekeken. Er bestaat dan ook geen code omdat die geen nut zou hebben. In het jaar 2010 werd 89.785 keer een aanslag van ambtswege gevestigd, waarmee zo'n 1,5 miljard aan inkomsten werd belast.

07.03 Hagen Goyvaerts (VB): De aanhouder wint. Dankzij de brieven werden er toch nog aardig wat aangiften ingediend. Ik moedig de minister aan op dit elan voort te gaan en verder te werken aan een rechtvaardige fiscaliteit.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het aandeel van de overheid in Ethias Finance" (nr. 3323)

08.01 Peter Logghe (VB): In oktober 2008 kreeg Ethias 1,5 miljard euro staatssteun. De federale, de Vlaamse en de Waalse regering namen elk 500 miljoen euro voor hun rekening. De Europese Commissie keurde eind 2009 de reddingsactie goed, maar drong aan op een terugtrekking van de overheid.

Hoelang wil de federale regering haar aandeel in deze verzekeraar aanhouden? Nogal wat verzekeraars vinden dit een vorm van concurrentievervalsing. Wacht de ontslagnemende regering, zoals de Vlaamse regering, tot het einde van de consolidatieperiode?

08.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De verkoop van het aandeel van de federale Staat in Ethias Finance is op dit moment niet aan de orde. Om het eventuele risico van concurrentievervalsing weg te nemen, heeft de Europese Commissie aan Ethias een streng herstructureringsplan opgelegd. Het aandeelhouderspact voorziet in exitmogelijkheden op zekere termijn. De aandeelhouders hebben in elk geval aanvaard om een standstillperiode na te leven van 24 maanden. De aandeelhouders hebben ook een *exit right* vanaf de derde verjaardag van de *closing*. Het herstructureringsplan bevat verschillende verbintenissen van Ethias die grotendeels tegen 31 december 2013 moeten geïmplementeerd zijn. Er komt een correcte toepassing van de verschillende verbintenissen.

08.03 Peter Logghe (VB): Er zijn inderdaad drie belangrijke data: 13 februari 2011 is voorbij, 13 februari 2012 is de derde verjaardag na de *closing* en op 31 december 2013 moet aan alle door Europa opgelegde voorwaarden voldaan zijn.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de tussenkomst van het Bijzonder Beschermingsfonds bij een verzekeraar" (nr. 3488)

09.01 Peter Logghe (VB): Het Bijzonder Beschermingsfonds is voor de eerste keer moeten optreden. De verzekeraar Apra Leven had geld gestopt in duistere Spaanse beleggingen, waardoor de maatschappij op sterven na dood was. De CBFA heeft alle vergunningen ingetrokken. Als er geen overnemer wordt gevonden, lijkt een bankroet onvermijdelijk, waardoor 2.700 klanten enkel via het Beschermingsfonds hun spaarcenten, een Tak 21-levensverzekeringscontract, zullen terugzien. Slechts enkele klanten zouden meer dan 100.000 euro hebben belegd.

Is het niet zo dat het Beschermingsfonds al eens is moeten bijspringen bij Ethias? Werd er intussen een overnemer voor Apra Leven gevonden? Is de maatschappij bankroet en zal het Beschermingsfonds moeten betalen?

Klanten met een groepsverzekering zouden niet moeten wanhopen, want de werkgever zou verplicht zijn om de tekorten te dekken. Wordt hiermee bedoeld dat de werkgevers zelf voor de betaling moeten instaan als een verzekeraar over kop gaat?

Zijn er nog verzekeringsmaatschappijen waar CBFA momenteel met een kritische blik naar kijkt? Zijn er verzekeringsmaatschappijen in België actief die onder curatele of bijzonder toezicht staan? Zijn er maatschappijen waar de vergunningen in de nabije toekomst kunnen worden ingetrokken? Zijn er onderzoeken aan de gang?

09.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Het Bijzonder Beschermingsfonds voor Deposito's en Levensverzekeringen is nog nooit opgetreden. Dit Fonds werd door het KB van 16 maart 2009 gecreëerd. De toetreding tot dit Fonds is verplicht voor alle levensverzekeraars sinds 1 januari 2011. Zodra de aanstelling van de vereffenaars definitief is, zullen zij overgaan tot de vereffening van de activa van de vennootschap en zullen zij daarbij de mogelijkheid tot overname onderzoeken.

Het Bijzonder Beschermingsfonds draagt enkel bij voor individuele levensverzekeringen van Tak 21 ten belope van een bedrag van 100.000 euro. Voor de groepsverzekeringen bepaalt de wet dat, indien er een tekort aan activa is om de pensioenverplichtingen te dekken, de werkgever verplicht is om het tekort aan te zuiveren.

Alle verzekeringsondernemingen zijn onderworpen aan het prudentieel toezicht van de CBFA en vanaf 1 april 2011 aan dat van de NBB. Ze worden gecontroleerd overeenkomstig de wet van 9 juli 1975. De CBFA heeft geen herstelmaatregelen bekendgemaakt over andere ondernemingen.

09.03 **Peter Logghe** (VB): Er moet zeker worden onderzocht hoeveel groepscontracten er bij Apra Leven ondergebracht zijn, want het is toch wel verregaand dat de werkgevers verplicht zullen zijn om het tekort bij te passen. Ik hoop dat er niet te veel levensverzekeraars bankroet zullen gaan of er zullen niet veel groepsverzekeringen meer worden afgesloten.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de onderverzekering van kerncentrales" (nr. 3509)

10.01 **Peter Logghe** (VB): Het uitbatingsrisico van de kerncentrales van Electrabel blijkt onderverzekerd te zijn. Na Tsjernobyl waren er blijkbaar afspraken gemaakt om de bedragen op te trekken, maar dat is in België nooit gebeurd.

Tot wie kunnen burgers en bedrijven zich bij een kernramp richten voor schadevergoeding? Komt dat allemaal op de rug van de Staat? Wat zijn de huidige verzekerde bedragen van de diverse kerncentrales? In welke vrijstelling is voorzien in de aansprakelijkheidspolis? Hoeveel maatschappijen verzekeren momenteel de aansprakelijkheid van de kerncentrales? Op welke termijn na Tsjernobyl moesten de kapitaalsvereisten in de aansprakelijkheidsverzekering worden opgetrokken? Waarom werd dit niet gehaald? Werd Electrabel daarvoor door de overheid in gebreke gesteld? Welke maatregelen neemt de regering van lopende zaken om die belangrijke doch latente onderverzekering op te heffen?

10.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): De wet van 22 juli 1985 beperkt de aansprakelijkheid van de exploitant tot het bedrag waarvoor hij verzekerd moet zijn. Bovenop dit bedrag zijn er nog voor 125 miljoen euro speciale trekkingsrechten (STR) ter beschikking ingevolge het verdrag van Brussel van 31 januari 1963, dat het verdrag van Parijs van 29 juli 1960 aanvult.

Dit bedrag wordt ter beschikking gesteld door het geheel van de partijen bij deze conventie. Als gevolg van artikel 20 van dezelfde wet kan de Koning billijke verdelingscriteria opstellen voor de vergoeding.

Als gevolg van de toepassing van artikel 7 loopt het bedrag van de aansprakelijkheid van een exploitant nu op tot 279.472.229 euro. Dit bedrag slaat zowel op schade die voortvloeit uit lichamelijke letsels als op materiële schade.

De verzekeringsovereenkomsten die in het bezit zijn van de administratie, vermelden geen vrijstelling. Welke ook de vrijstelling zou zijn in de verzekeringsovereenkomst, deze is als gevolg van artikel 87 van de wet van 25 juni 1992 niet tegenstelbaar aan de slachtoffers. Zij speelt slechts in de relatie tussen de verzekeringsnemer en de verzekeraar.

De markt van de kernverzekering is weinig gediversifieerd. In België zijn er op dit ogenblik twee verzekeraars actief. Op het ogenblik van het Tsjernobylicident bedroeg het voornoemde bedrag 4 miljard Belgische frank, hetzij 99.157.409 euro. Het werd opgetrokken tot het bedrag dat ik geciteerd heb door de wijzigingswet van 5 juni 2000.

Het vastgelegde bedrag overstijgt dus de aanbeveling van het directiecomité van het Agentschap voor Kernenergie van de OESO.

De voornoemde bedragen werden vastgelegd in het kader van het verdrag van Parijs. Dit verdrag werd in herziening gesteld. Bij de ratificering van de herziening zal het bedrag van de aansprakelijkheid van de exploitant op minstens 700 miljoen euro worden bepaald.

10.03 Peter Logghe (VB): Hoe hoog men ook verzekert, het zal waarschijnlijk nooit voldoende zijn bij een heel ernstige ramp. In Japan heeft men het vandaag over een vermoedelijke schade van ongeveer 250 miljard euro. Men kan zich ook afvragen of er studies aan de grondslag liggen van de bedragen die momenteel verzekerd zijn. De overheid heeft de plicht om regelmatig na te kijken of de verzekerde bedragen voldoende zijn.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de royale bevoordeling van FC Standard de Liège en Basketclub Oostende door de Nationale Loterij" (nr. 3545)

11.01 Theo Francken (N-VA): Bij het toekennen van de middelen van de Nationale Loterij speelt subjectiviteit een veel te grote rol en objectiviteit een veel te kleine. De basketbalclub van Oostende – van Johan Vande Lanotte dus – en voetbalclub Standard Luik wordt een royale subsidie toebedeeld, terwijl andere clubs niet eens de kans krijgen om een aanvraag in te dienen.

Minister Reynders is zoals iedereen weet de politieke prins van Luik. Het is dus geen toeval dat Standard, naast de subsidie voor het jeugdopleidingscentrum, ook nog eens shirtsponsoring heeft gekregen voor een bedrag van 500.000 à 600.000 euro. Opnieuw heeft geen enkele andere club een aanvraag tot sponsoring kunnen indienen.

Wordt het shirtsponsoringprogramma met Standard voortgezet? Kunnen andere clubs ook intekenen voor het seizoen 2011-2012? Eerder antwoordde de minister laconiek op een gelijkaardige vraag dat er geen aanvragen van andere Pro Leaguevoetbalclubs bij de Nationale Loterij waren binnengekomen. Maar werd het hun eigenlijk wel gevraagd? Welke clubs uit de eerste voetbalklasse ontvingen de voorbije jaren subsidies voor een jeugdopleidingscentrum? Volgens welke criteria worden de middelen verdeeld?

11.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Deze vraag gaat eigenlijk over twee verschillende dossiers. Enerzijds is er een sponsoringcontract tussen voetbalclub Standard Luik en de Nationale Loterij. De Nationale Loterij betaalt onder meer voor de naamvermelding op de shirts. Anderzijds werd er via een ministerieel besluit een subsidie van 750.000 euro, gespreid over twee jaar, toegekend aan de jeugdwerking van deze voetbalclub

De sponsoring van Standard Luik is een proefproject, dat eind maart of begin april geëvalueerd wordt. Op basis daarvan zal beslist worden of de Nationale Loterij de voetbalploegen uit de Jupiler Pro League verder zal sponsoren.

Het gaat om een zeer klein bedrag in vergelijking met de bedragen die andere bedrijven met een participatie van de federale overheid aan sponsoring betalen. Dexia bijvoorbeeld betaalt een veel groter bedrag aan Club Brugge. Ook het Vlaams Gewest is aandeelhouder van Dexia, dus de heer Francken zou dus net zo goed aan minister Muyters kunnen vragen of het om een goede investering gaat. En Anderlecht krijgt een nog groter bedrag van BNP Paribas Fortis.

Er werd bij de andere clubs vooraf geen rondvraag gedaan over mogelijke sponsoring. Standard Luik heeft zelf een dossier ingediend bij de Nationale Loterij. Vermits de voorwaarden zeer voordelig waren, is de Nationale Loterij op het aanbod ingegaan. Sindsdien hebben nog twee clubs uit eerste klasse interesse getoond. Eén club zal voor zijn jeugdopleiding een aanvraag doen en de andere club wacht de evaluatie van Standard af.

De laatste jaren ontvingen geen andere clubs uit eerste klasse rechtstreekse subsidies voor hun jeugdwerking. De jeugdopleiding van de voetbalclubs wordt door de UEFA geëvalueerd en die van Standard Luik kreeg van de Belgische clubs de beste evaluatie. De Koninklijke Belgische Voetbalbond kent al meerdere jaren een subsidie toe van 250.000 euro voor de jeugdwerking van de club.

In de Senaatscommissie Financiën van 9 februari 2011 en op schriftelijke vraag nr. 4350 van 31 juli 2008 antwoordde ik al over de criteria voor het toekennen van subsidies. De website van de Nationale Loterij verstrekt daarover ook uitgebreide informatie.

11.03 Theo Francken (N-VA): Het gaat mij er niet om dat anderen dit ook doen, de Nationale Loterij valt volledig onder de bevoegdheid van minister Reynders en het is een overheidsbedrijf.

Er zijn nu blijkbaar twee clubs die zo'n dossier hebben ingediend, maar de andere clubs hebben natuurlijk geld geroken en zullen zich ook geïnteresseerd tonen in shirtsponsoring. Ik hoop dat ook zij correct zullen worden behandeld.

Ik wil de voorzitter vragen vertegenwoordigers van de Nationale Loterij in deze commissie uit te nodigen om hen te kunnen ondervragen over hun subsidie- en de sponsoringbeleid van de afgelopen jaren.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de forfaitaire belastingaftrek voor zelfstandige onthaalouders" (nr. 3563)

12.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Er rijzen diverse algemene vragen in verband met de duidelijkheid en de eenvormigheid van de bekendgemaakte en toegepaste regels inzake de forfaitaire belastingaftrek voor de zelfstandige onthaalouders, maar tevens in verband met de mogelijkheid voor belastingplichtigen die te goeder trouw gehandeld hebben, om in beroep te gaan tegen de beslissing van de belastingadministratie om die forfaitaire belastingaftrek te weigeren.

In welke precieze gevallen is de regel op grond waarvan de forfaitaire belastingaftrek mogelijk is voor zelfstandige onthaalouders die kinderen elders dan bij hun thuis opvangen, van toepassing? Kan dat forfait van toepassing zijn op drie of vier zelfstandige onthaalouders die in hetzelfde kinderdagverblijf werken? Zo niet, hoe komt het dan dat sommige controlekantoren dat wel accepteren en andere niet?

Hoe worden de zelfstandige onthaalouders van die regels op de hoogte gebracht? Over welke mogelijkheden beschikken de medeonthaalouders die een belastingtoeslag moeten betalen, om in beroep te gaan? Zou men, met het oog op het vage karakter van de van toepassing zijnde regel, dergelijke dossiers niet op een specifieke wijze moeten behandelen?

12.02 Minister Didier Reynders (Frans): In de respectieve antwoorden van de vorige staatssecretaris, Hervé Jamar, d.d. 6 maart 2007, en de huidige staatssecretaris, Bernard Clerfayt, d.d. 1 december 2010, op de respectieve parlementaire vragen nr. 51/14462 en 53/1218, wordt alle nuttige informatie verstrekt voor het goede begrip van de van toepassing zijnde regel (zie *Beknopt Verslag* 51 COM 1221, blz. 9 & 10, en 53 COM 59, blz. 6 & 7).

Daarin wordt duidelijk vermeld dat de opvang buitenshuis een familiaal karakter moet hebben en dat medeonthaalouders maximaal met twee mogen zijn. Ik nodig u uit om de volledige antwoorden te lezen.

Ik heb mijn administratie altijd gevraagd dat soort antwoorden op parlementaire vragen aan de betrokken diensten toe te zenden om zodoende een efficiënte en rechtvaardige controle van de belastingplichtigen mogelijk te maken. Zelfstandige onthaalouders verkrijgen baten en geven beroepskosten aan. Zoals voor iedere belastingplichtige zal bij een controle kunnen worden nagekeken of het forfait al dan niet van toepassing is.

Als u me de gegevens van de betrokkenen verstrekt, zal ik mijn administratie vragen dat ze checkt of deze belastingplichtigen in die gevallen gelijk behandeld worden.

12.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Blijkbaar wordt de regel door sommigen slecht begrepen. Ik zal contact opnemen met de betrokken personen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de in het kader van de begroting 2011 aangekondigde of bestudeerde nieuwe ontvangsten" (nr. 3572)

13.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik heb het persbericht van vorige vrijdag, waarin de regering haar begrotingsbeslissingen uiteenzet, met aandacht gelezen. Zo wordt er verwacht dat de opheffing van het bankgeheim nieuwe ontvangsten zal genereren. Daarnaast worden er nog andere ontvangsten bestudeerd, zoals een heffing op vliegtuigtickets en accijnzen op uranium.

Welke ontvangsten denkt de regering te halen uit de opheffing van het bankgeheim? Zal de administratie daartoe worden gereorganiseerd of zal er bijkomend personeel in dienst worden genomen? Wie zal er nagaan of een heffing op vliegtuigtickets haalbaar is? Welke hypothesen heeft de regering in dat verband ontwikkeld? Wie zal er nagaan of het effectief mogelijk zal zijn om accijnzen op uranium te heffen? Welke hypothese heeft de regering daaromtrent ontwikkeld? Worden er nog andere nieuwe ontvangsten in het vooruitzicht gesteld, bijvoorbeeld door een meer doeltreffende vermogensbelasting of door de invoering van een heffing op financiële transacties?

13.02 Minister Didier Reynders (Frans): We zullen op al die vragen terugkomen tijdens de bespreking van de begroting. Ik kan evenwel nu al enkele aspecten behandelen.

Wat het laatste punt, de financiële transacties, betreft: ik heb die kwestie voorgelegd aan de bevoegde Europese instanties en aan het IMF. Ze is tevens aan bod gekomen tijdens de jongste bijeenkomst van de Eurogroep, die duidelijk heeft aangegeven dat men die richting wil ingaan. Dat zal minstens op het niveau van de eurozone gebeuren. Alle staatshoofden en regeringsleiders van de Europese lidstaten hebben zich daartoe verbonden.

Bij de opmaak van onze begroting wordt er niet voorzien in een verhoging van bestaande belastingen of heffingen, noch in de invoering van nieuwe belastingen of heffingen. Sommige aspecten houden verband met de strijd tegen de fraude. Uit voorzorg hebben we voorzien in een bedrag van 50 miljoen euro voor bijkomende controles in het kader van de opheffing van het bankgeheim.

Wellicht kunnen de bedragen veel hoger oplopen. Er zullen steeds meer fiscale regularisaties zijn. Bovendien kunnen we op een aanvullend bedrag rekenen als gevolg van de regularisaties die eind 2010 moesten gebeuren, maar die pas in de loop van 2011 zullen worden uitgevoerd. Daarbij komen nog vijftig miljoen dankzij de bijkomende controles en vijftig miljoen in het kader van de transacties waarin de wet houdende diverse bepalingen heeft voorzien. Dit alles zal goed zijn voor een bedrag van 300 miljoen euro aan regularisaties. De andere ontvangsten zijn te danken aan de stijging van de tabaksprijs – goed voor een bedrag van 133 miljoen – en aan de exittaks op vastgoedbevaks voor een bedrag van 50 miljoen. In totaal wordt op 693 miljoen euro gerekend, dit zonder verhoging of invoering van taksen of belastingen.

Nog enkele punten. Ten eerste werd de NBB een studieopdracht toevertrouwd over de accijnzen op uranium

en andere materialen die gebruikt worden voor de productie van kernenergie. Ik heb ook aan mijn administratie gevraagd om na te gaan in welke mate die belasting in praktijk kan worden gebracht en kan worden gecontroleerd. Wat de heffing op vliegtuigtickets betreft, lijkt het me normaal dat men bijvoorbeeld een heffing van één euro zou invoeren op economyclass- of lowcosttickets voor trajecten van duizend kilometer. Dat is minder dan op één liter benzine of diesel in ons land.

We zullen een studie laten uitvoeren over de businessclass- en eersteklastickets. Momenteel staat de Waalse regering weigerachtig tegenover de heffing, omdat men vreest dat sommige activiteiten van de luchthaven van Charleroi naar elders zullen worden overgebracht. Het lijkt me sterk dat een heffing van één euro per ticket zo'n effect kan sorteren.

Tot slot kan ik aangeven dat er een bedrag van 230 miljoen euro is vastgelegd voor fiscale steunmaatregelen voor schone voertuigen. We zullen de komende weken met de sector onderzoeken welke aanpassingen er nodig zijn om binnen dit budget te blijven. Volgens mij gaat het om een aanzienlijk bedrag. Nog meer zou niet redelijk zijn.

13.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik noteer dat er wijzigingen mogelijk zijn op het stuk van de autofiscaliteit om binnen het budget te blijven. Sommigen kiezen voor een meer dynamische aanpak met ecomali. Wat de heffing op vliegtuigtickets betreft, zou een kerosinebelasting nog efficiënter zijn om het aantal onnodige verplaatsingen te beperken.

Ik heb een laatste vraag met betrekking tot de fiscale regularisatie. Worden de verwachte bedragen effectief berekend op basis van het huidige wettelijk kader? De staatssecretaris heeft het over een nieuwe regularisatie.

13.04 Minister **Didier Reynders** (Frans): De berekeningen gebeuren op grond van het huidige wettelijk kader, vermits wij in een periode van lopende zaken zitten. De regularisatie is een permanente maatregel die voor een sterke stijging van de fiscale ontvangsten zorgt, niet alleen via de geregulariseerde bedragen maar ook via de belastingen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.42 uur.